

Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Introduction

Le gouvernement tient à remercier les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international pour le travail qu'ils ont consacré au rapport intitulé *Regard sur les relations du Canada avec les pays du monde musulman*.

Les événements survenus au cours des trois dernières années ont révélé un fait qui donne à réfléchir : nous ne pouvons continuer à jouir de la sécurité et de la prospérité ici, en Occident, sans égard à la situation qui règne dans le reste du monde. Si la promotion de marchés libres, de valeurs démocratiques et de sociétés pluralistes est notre point fort, il faut que le reste du monde soit encouragé par la perspective de pouvoir profiter des avantages ainsi procurés. En contribuant à ce que ces sociétés soient plus prospères, mieux gouvernées et mieux informées, nous augmentons les chances de sécurité et de prospérité collectives à long terme.

Les dirigeants de bon nombre de pays musulmans ont désigné la bonne gouvernance et le développement économique comme étant indispensables à leur prospérité, et tendent la main aux autres pour créer des partenariats. Lorsque nous travaillons avec ces sociétés, nous devons penser et agir de manière décisive et créative. Surtout, nous devons oeuvrer en partenariat avec la grande majorité des citoyens, musulmans ou membres de minorités diverses, qui souhaite partager les fruits de la démocratie, de la protection des droits de l'homme, des marchés libres et de l'éducation. Le gouvernement travaillera non seulement avec les gouvernements, mais aussi avec les ONG et la société civile, y compris les minorités. En tant que société pluraliste, tolérante et ouverte, qui respecte l'islam et apprécie la contribution apportée par la civilisation musulmane à l'essor de l'Occident, le Canada peut être un précieux partenaire.

La plupart des membres du G8 et autres alliés ont commencé à examiner comment gérer leurs relations avec le monde musulman. Il s'agit essentiellement de déterminer la meilleure façon de répondre aux préoccupations immédiates tout en remédiant aux situations inévitables qui séparent l'Occident et les pays en développement. Bien que la religion soit importante dans ces pays, elle ne représente qu'un élément du contexte dans lequel se produisent des situations inévitables, et ne devrait pas être considérée comme un facteur déterminant. Le Comité souligne, et le gouvernement estime lui aussi, que le Canada doit éviter une approche intransigeante. L'islam défend le pluralisme, y compris les principes libéraux-démocratiques d'égalité des droits des femmes et des minorités. Cependant, il n'est pas possible, en raison des importantes différences dans les systèmes politiques de la cinquantaine de pays que compte le monde musulman, d'élaborer une seule politique les couvrant tous.

Le gouvernement souscrit aux trois grands domaines d'action proposés par le Comité. Nos politiques à l'égard des pays du monde musulman resteront éclairées, mais sans s'y limiter, par la teneur de la plupart des recommandations du rapport. Le principe directeur consistera à mettre l'accent sur les questions de gouvernance lorsqu'on envisagera de mener des programmes ou des